ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 octobre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne l'admission dans le cadre du personnel scientifique du Musée Royal de l'Armée et d'Histoire Militaire", a donné le 18 octobre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e oktober 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, wat betreft de opneming in het kader van het wetenschappelijk personeel van het Koninklijk Museum van het Leger en van Krijgsgeschiedenis", heeft de 18e oktober 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal est relatif à l'exécution de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, et concerne l'admission des membres de ce personnel dans le cadre du personnel scientifique du Musée royal de l'armée et d'histoire militaire.

Le personnel scientifique du Musée royal de l'armée et d'histoire militaire comprend un conservateur en chef, un conservateur et quatre conservateurs adjoints ou attachés (article 6 de l'arrêté royal du 12 octobre 1923).

Seul l'emploi d'attaché (conservateur adjoint) est conféré par voie de recrutement.

Article 1er.

L'arrêté royal du 12 octobre 1923, portant réorganisation du Musée royal de l'armée et d'histoire militaire, ne prévoit pas que les emplois d'attaché audit musée peuvent être attribués à titre temporaire. Les règles particulières que le projet prévoit concernent uniquement le recrutement à des emplois permanents. Pourront, dès lors, seuls en bénéficier les candidats aux emplois réservés qui remplissent la condition prévue à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 1°, de la loi du 27 juillet 1961. Il serait opportun de le préciser dans l'article 1er, qui détermine le champ d'application du projet.

.../...

La règle du quota réservé et les règles particulières qui la complètent trouvent uniquement application lorsque l'emploi vacant est conféré par voie de recrutement : l'article 5 du projet le rappelle expressément. Il n'est donc pas nécessaire de préciser que pour pouvoir bénéficier des mesures particulières prévues par le projet, il faut être candidat à l'emploi d'attaché.

Compte tenu de ces observations, l'alinéa 1er de l'article 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, qui remplissent la condition prévue par l'article 6, § 1er, alinéa 2, 1°, de cette loi, bénéficient des mesures particulières prévues par le présent arrêté lorsqu'ils sont candidats à un emploi dans le cadre du personnel scientifique du Musée royal de l'armée et d'histoire militaire".

Si le Gouvernement se rallie à ce texte, les mots "cet emploi" figurant à l'alinéa 2 devront être remplacés par les mots "ces emplois".

\+ +

Le projet ne prévoit aucune mesure d'exécution de l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961 .

.../...

Certes, selon les règles de recrutement actuellement en vigueur les candidats ordinaires ne sont soumis à aucune épreuve d'admission, mais rien n'interdirait au Ministre de la Défense nationale de décider lors du prochain recrutement d'un attaché que les connaissances et les aptitudes des candidats seront vérifiées au moyen d'un examen.

Dans ce cas, les candidats aux emplois réservés devraient également être soumis à une épreuve dont le programme ne peut toutefois être déterminé que par le Roi en vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961.

Il serait dès lors prudent de compléter le projet par une disposition qui pourrait être rédigée comme suit et qui, insérée après l'article 1er du projet, en formerait l'article 2 :

"Article 2.-

L'épreuve d'admission prévue à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961 est imposée aux candidats bénéficiaires de cette loi uniquement lorsque les candidats non bénéficiaires sont eux-mêmes soumis à un examen ou à un concours pour l'accession aux emplois à conférer.

Dans ce cas, il sont soumis aux épreuves professionnelles inscrites au programme de l'examen ou du concours imposé aux candidats aux emplois non réservés".

Si le Gouvernement se rallie à cette proposition, le numérotage des articles suivants et les références contenues dans les articles du projet devront être revus.

.../...

Article 2.

Les termes de l'alinéa 1er pourraient faire croire que dans l'hypothèse envisagée, il suffirait d'être bénéficiaire de la loi du 27 juillet 1961 et candidat aux emplois réservés pour être classé et avoir un titre au recrutement. Il s'indique, dès lors, de préciser que seuls les candidats qui remplissent toutes les conditions d'admission requises, peuvent être recrutés et sont classés à cette fin.

Il est proposé de rédiger comme suit l'alinéa 1er de l'article 2 du projet :

"Lorsque le nombre de candidats bénéficiaires du présent arrêté, qui remplissent toutes les conditions d'admission requises, est supérieur au nombre d'emplois réservés, les intéressés sont inscrits dans l'une des cinq listes prévues à l'article 5 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947".

L'article 3 du projet pourrait être complété par les mots "affecté au recrutement organisé".

Article 4.

Puisque les règles ordinaires de recrutement ne prévoient pas la constitution d'une réserve de recrutement, il n'y a pas lieu de prévoir la constitution d'une réserve de recrutement en faveur des candidats bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1961, ni d'envisager

.../...

dans les mesures d'application de la règle du quota réservé l'hypothèse d'un recrutement par voie d'appel en service de candidats faisant partie de la réserve de recrutement. L'article 4 pourrait donc être supprimé. Si le Gouvernement entendait néanmoins prendre des mesures d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 à cet égard, l'article 4 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Article ...

Si un ou plusieurs emplois identiques à ceux que le recrutement avait pour but de conférer deviennent vacants, 50 p.c. de ces emplois sont attribués directement aux candidats bénéficiaires du présent arrêté qui n'ont pas été classés en ordre utile mais qui remplissaient toutes les conditions d'admission requises, selon l'ordre de leur classement.

L'alinéa 1er n'est applicable que dans la mesure où les règles en vigueur en matière de recrutement dans le oadre du personnel scientifique du Musée royal de l'armée et d'histoire militaire prévoient la constitution d'une réserve de recrutement et dans les limites de la durée de validité de cette réserve".

Article 5.

Si le Gouvernement décidait de supprimer purement et simplement l'article 4 du projet, la seconde partie de l'article 5, à partir des mots "soit par voie d'appel aux candidats ... ",devrait également être omise.

Het ontwerp-koninklijk besluit heeft betrekking op de uitvoering van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika en beoogt de opneming van voormalige leden van dat personeel in het kader van het wetenschappelijk personeel van het Koninklijk Museum van het leger en van krijgsgeschiedenis.

Het wetenschappelijk personeel van het Koninklijk Museum van het leger en van krijgsgeschiedenis omvat een hoofdconservator, een conservator en vier adjunct-conservators of attachés (artikel 6 van het koninklijk besluit van 12 oktober 1923).

Alleen de betrekking van attaché (adjunct-conservator) wordt bij wege van aanwerving begeven.

Artikel 1.

Het koninklijk besluit van 12 oktober 1923 houdende reorganisatie van het Koninklijk Museum van het leger en van krijgsgeschiedenis bepaalt niet dat de betrekkingen van attaché bij dat museum tijdelijk kunnen worden begeven. De bijzondere regelen van het ontwerp slaan uitsluitend op de aanwerving in vaste betrekkingen. Derhalve komen alleen in aanmerking de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen die voldoen aan de voorwaarde van artikel 6, § 1, tweede lid, 1°, van de wet van 27 juli 1961. Dit kan gevoeglijk worden gezegd in artikel 1, dat de werkingssfeer van het ontwerp bepaalt.

.../...

De regel van het voorbehouden quotum en de bijzondere aanvullende regelen vinden alleen toepassing wanneer de openstaande betrekking bij wege van aanwerving wordt begeven : artikel 5 van het ontwerp wijst daar uitdrukkelijk op. Het is dus onnodig te zeggen dat de betrokkenen, willen zij het voordeel van de bijzondere maatregelen van het ontwerp genieten, kandidaat moeten zijn voor de betrekking van attaché.

Met inachtneming van deze opmerkingen kan artikel 1, eerste lid, als volgt worden gelezen :

"De leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, die bedoeld zijn in artikel 2 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika en die voldoen aan de voorwaarde van artikel 6, § 1, tweede lid, 1°, van die wet, genieten het voordeel van de in dit besluit bepaalde bijzondere maatregelen wanneer zij kandidaat zijn voor een betrekking in het kader van het wetenschappelijk personeel van het Koninklijk Museum van het leger en van krijgsgeschiedenis".

Gaat de Regering hierop in, dan vervange men in het tweede lid de woorden "deze betrekking" door "deze betrekkingen".

\+ +

Het ontwerp bevat geen maatregel tot uitvoering van artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961.

.../...

Volgens de thans geldende regelen inzake aanwerving, moeten de gewone kandidaten geen toelatingsexamen afleggen, maar niets verhindert de Minister van Landsverdediging bij de eerstvolgende aanwerving van een attaché te beslissen dat een examen wordt uitgeschreven om de kandidaten op hun kennis en geschiktheid te testen.

In dat geval zouden ook de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen een examen moeten afleggen, waarvan het programma echter alleen door de Koning kan worden bepaald krachtens artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961.

Het ware dan ook geraden het ontwerp aan te vullen met een als volgt te lezen bepaling die, ingevoegd na artikel 1, artikel 2 van het ontwerp zou vormen :

"Artikel 2.-

Het toelatingsexamen, bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961, wordt aan de kandidaten die het voordeel van deze wet genieten, alleen opgelegd wanneer de kandidaten die het voordeel ervan niet genieten, zelf een examen of een vergelijkend examen moeten afleggen om in de te begeven betrekkingen te worden toegelaten.

In dat geval moeten zij de examengedeelten over de beroepskennis afleggen, die voorkomen op het programma van het examen of van het vergelijkend examen dat opgelegd wordt aan de kandidaten voor de niet voorbehouden betrekkingen".

Gaat de Regering op dit voorstel in, dan moeten de volgende artikelen vernummerd en de verwijzingen in de artikelen van het ontwerp herzien worden.

.../...

Artikel 2.

De tekst van het eerste lid kan de indruk wekken dat het hier voldoende zou zijn, het voordeel van de wet van 27 juli 1961 te genieten en kandidaat voor de voorbehouden betrekkingen te zijn om gerangschikt te worden en voor aanwerving in aanmerking te komen. Derhalve moet nader worden bepaald, dat alleen de kandidaten die aan alle toelatingseisen voldoen, kunnen worden aangeworven en met het oog daarop gerangschikt worden.

Voorgesteld wordt, artikel 2, eerste lid, van het ontwerp als volgt te lezen :

"Wanneer het aantal kandidaten, die het voordeel van dit besluit genieten en aan alle toelatingseisen voldoen, hoger is dan het aantal voorbehouden betrekkingen, worden de betrokkenen ingeschreven op een van de vijf lijsten, bedoeld in artikel 5 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947".

Artikel 3 van het ontwerp kan worden aangevuld met de woorden : "van de ingerichte aanwerving".

Artikel 4.

De gewone regelen betreffende de aanwerving voorzien niet in het aanleggen van een werfreserve. Er is dus geen reden om een werfreserve aan te leggen voor de kandidaten die het voordeel van de wet van 27 juli 1961 genieten, of om onder de maatregelen voor toepassing van de regel van het voorbehouden quotum te voorzien in een mogelijke aanwerving door indienstroeping van kandidaten

.../...

uit de werfreserve. Artikel 4 zou dus kunnen vervallen. Mocht het niettemin de wil van de Regering zijn, in dat opzicht maatregelen ter uitvoering van de wet van 27 juli 1961 vast te stellen, dan zou artikel 4 van het ontwerp als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel ...

Mochten een of meer betrekkingen als die waarin de aanwerving bedoelde te voorzien, openvallen, dan worden 50 t.h. van die betrekkingen rechtstreeks aan kandidaten, die het voordeel van dit besluit genieten maar niet in batige orde zijn gerangschikt, terwijl zij aan alle toelatingseisen voldeden, toegekend volgens hun rangschikking.

Het eerste lid is alleen van toepassing in zover de geldende regelen inzake aanwerving in het kader van het wetenschappelijk personeel van het Koninklijk Museum van het leger en van krijgsgeschiedenis, in het aanleggen van een werfreserve voorzien en binnen de geldigheidsduur van die reserve".

Artikel 5.

Mocht de Regering ertoe besluiten artikel 4 van het ontwerp gewoon te schrappen, dan zou ook het tweede gedeelte van artikel 5 vanaf de woorden "hetzij door oproep tot de kandidaten ...", moeten vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. G. TACQ, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. G. TACQ, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.